

## **20210504 InfoMigrants**

<https://www.infomigrants.net/fr/post/32727/l-invisibilisation-des-migrants-porte-atteinte-a-leurs-droits-fondamentaux-selon-la-defenseure-des-droits>

[Actualités](#)



Un campement le long du canal Saint-Denis au nord de Paris, en 2019. Image d'illustration. Crédit : Solidarité migrants Wilson

# **L'invisibilisation des migrants porte atteinte à leurs droits fondamentaux, selon la Défenseure des droits**

Par [La rédaction](#) Publié le : 04/06/2021

Dans un communiqué publié jeudi, la Défenseure des droits et le président du Comité consultatif national d'éthique alertent sur l'invisibilisation des personnes exilées en Ile-de-France. Malgré les récentes mises à l'abri, les atteintes aux droits fondamentaux persistent, selon eux.

Malgré les récentes opérations d'hébergement des migrants vivant à la rue à Paris, les stratégies d'invisibilisation de ces personnes persistent en Ile-de-France et menacent leurs droits fondamentaux.

Claire Hédon, la Défenseure des droits, et Jean-François Delfraissy, le président du Comité consultatif national d'éthique (CNNE), ont rencontré jeudi 3 juin des exilés et des membres associatifs au cours d'une maraude à Bobigny, sur l'Île-Saint-Denis ainsi que lors d'une distribution alimentaire à la porte de la Villette, dans le nord de Paris.

[Leur communiqué](#) souligne que la dispersion régulière des migrants empêche leur suivi juridique et médical et les force à vivre dans des situations d'errance, "de plus en plus loin des lieux d'accueil de jour, des dispositifs d'aide et des lieux de rendez-vous administratifs et médicaux".

>> À (re)lire : [Paris : "Il y a tellement de monde aux distributions alimentaires, parfois, on repart sans avoir mangé de la journée"](#)

### **Dispersion et éloignement de Paris**

Dans les quartiers du nord de Paris et en proche banlieue, les conditions de vie des migrants sans abri ne cessent de se dégrader. Les personnes sont systématiquement délogées des trottoirs où elles campent. [Les forces de police repoussent les migrants vers les quartiers plus au nord de la capitale](#), vers les villes de Saint Denis et Aubervilliers.

Les espaces évacués sont généralement grillagés pour éviter toute nouvelle installation. C'est le cas, en contre bas du stade de France, à Saint Denis. Des centaines de jeunes hommes avaient installé en 2020 un campement de fortune en bord d'autoroute. Après son évacuation en novembre dernier, des grilles ont été installées sur le site.

>> **A relire :** ["On fait ce que l'État ne fait pas" : la survie de 250 migrants dans un squat insalubre aux allures de camp](#)

Cette stratégie de dispersion [et de "zéro point de fixation"](#) éloigne les migrants des [lieux de distribution des repas](#) qui se font au niveau des portes de Paris et les pousse à se replier vers des lieux sans accès à de l'eau et à des sanitaires.

**"La Défenseure des droits et le CCNE rappellent que ni l'absence de droit au séjour, ni le fait d'occuper illégalement un site ne sauraient priver de la jouissance des droits les plus fondamentaux tels que le droit d'être hébergé, d'être soigné, d'être scolarisé, de demander l'asile et de ne pas subir de traitements inhumains ou dégradants", peut-on encore lire dans leur communiqué.**

Les deux organisations appellent l'État à "développer des solutions de prise en charge concertées, pérennes et respectueuses des droits fondamentaux".

## **Occupation du jardin Villemin**

Cette déclaration intervient le jour de la [mise à l'abri de plus de 500 migrants](#), qui occupaient le jardin Villemin, dans le 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris depuis plusieurs jours.

Si les associations et les exilés se sont réjouis de cette prise en charge, tous ont promis de rester vigilants sur la durée de l'hébergement de ces personnes.

"J'ai plusieurs fois été envoyé dans des hébergements d'urgence mais c'est toujours une solution temporaire. À chaque fois, j'ai dû retourner dans la rue", expliquait à InfoMigrants Kami, un Somalien de 29 ans rencontré dans le parc.

>> **À (re)lire :** [Une vie d'errance en Europe, témoignages de migrants du jardin Villemin](#)

L'occupation du jardin est la sixième action du collectif Réquisitions, qui regroupe plusieurs associations, depuis le début de l'année. Ces occupations des lieux publics ont permis l'hébergement d'environ 2 700 migrants.

Les humanitaires réclament la remise à plat du dispositif d'hébergement "qui, manifestement, ne fonctionne pas", et la mise en place d'une "véritable politique d'accueil". Ils rappellent également que 400 000 logements sont laissés vacants dans la capitale.